

14.4 Investissements internationaux

Calculés selon une méthode qui deviendra la norme pour la présentation des statistiques d'investissements directs à l'échelle européenne et mondiale à compter de 2014, les **investissements directs français à l'étranger (IDE)** s'établissent à 51 milliards d'euros en 2010, en recul pour la troisième année consécutive. Si le repli des années 2008 et 2009 peut s'expliquer par la crise financière, celui observé en 2010 intervient dans un contexte marqué par une reprise mondiale des flux d'investissements et des opérations de fusion-acquisition transfrontières. Les principales destinations des investissements sont des pays de transit des capitaux internationaux, tels la Belgique, les Pays-Bas et la Suisse, puis les États-Unis et, parmi les pays émergents, le Brésil.

Les IDE en France sont stables en 2010, à 13 milliards. La croissance des profits se traduit, comme pour les investissements français à l'étranger, par une vive hausse des bénéficiaires réinvestis qui retrouvent ainsi leurs plus hauts niveaux antérieurs, à 13 milliards. En revanche, le solde des autres composantes des IDE en France est nul, les nouveaux investissements compensant tout juste les désinvestissements.

Deux pays apportent une contribution majeure aux investissements de l'étranger, le Luxembourg et les États-Unis, alors que les flux nets en provenance des autres principaux partenaires de la France sont nuls, voire négatifs dans certains cas (Irlande, Suède, Suisse). Le poids du Luxembourg tient à sa situation de plate-forme privilégiée par des

fonds d'investissements qui sont eux-mêmes originaires de différents pays, d'Europe ou d'ailleurs.

Les IDE de l'Union européenne à 27 dans les pays tiers ont fortement reculé, passant de 281 milliards en 2009 à 107 milliards en 2010, alors que les IDE en provenance du reste du monde dans l'Union ont chuté de 216 milliards à 54 milliards. Les investissements de l'UE27 sont plus de cinq fois inférieurs en 2010 à ceux de 2007, et les IDE en provenance du reste du monde environ huit fois inférieurs.

La forte réduction des investissements de l'UE27 dans le reste du monde en 2010 s'explique par la baisse importante des investissements dans les centres financiers *offshore* (de 89 milliards en 2009 à 21 milliards en 2010), aux États-Unis (de 79 milliards à 12 milliards) et en Suisse (de 44 milliards à un désinvestissement de 7 milliards). Les États-Unis ont été le principal pays de provenance des investissements entrants dans l'UE27, même si leur montant est en forte diminution, passant de 97 milliards en 2009 à 28 milliards en 2010.

Comme les années précédentes, l'UE27 a été en 2010 un investisseur net dans le reste du monde, les flux sortants dépassant les flux entrants de 53 milliards d'euros. La Belgique a été le premier investisseur net de l'UE27 dans les pays tiers en 2010, avec des investissements nets de 38 milliards, suivie de la Suède, des Pays-Bas, de la France et de l'Allemagne. ■

Définitions

Principe directionnel étendu : l'application de la règle du « principe directionnel étendu » consiste à classer les prêts entre sociétés sœurs (*id est* sans lien direct en capital social entre elles ou avec une participation de l'une au capital de l'autre inférieure à 10 %) en investissements directs français à l'étranger ou en investissements directs étrangers en France en fonction du lieu de résidence de la tête de groupe, alors que dans les statistiques traditionnelles, les prêts et les emprunts entre sociétés sœurs d'un même groupe international sont enregistrés, à l'instar des autres flux financiers de balance des paiements, comme des créances et des engagements vis-à-vis des non-résidents. Cette nouvelle méthode ne change pas le solde net des IDE mais fait diminuer significativement tant les IDE sortants que les IDE entrants. Les données de source française sont présentées selon la nouvelle méthode, celles d'Eurostat selon la méthode traditionnelle.

Investissement direct étranger (IDE), non-résidents : voir rubrique « définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Balance des paiements et position extérieure de la France », *Rapport annuel*, Banque de France, juin 2011.
- « Forte baisse des flux d'investissements entre l'UE27 et les pays tiers en 2010 », *communiqué de presse*, Eurostat, juin 2011.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr, rubrique Publications et services\Collections nationales\Insee Références

Flux d'investissements directs étrangers en France selon le pays de première contrepartie

en milliards d'euros

	2009		2010	
	Flux	en %	Flux	en %
Union européenne à 27	15,3	62,6	22,8	89,1
Union économique et monétaire à 16	8,1	33,0	14,5	56,7
dont : Allemagne	0,0	0,0	0,1	0,3
Belgique	6,0	24,6	2,2	8,6
Espagne	-0,2	-0,8	-0,6	-2,5
Irlande	-2,5	-10,0	-1,6	-6,1
Italie	3,3	13,6	1,1	4,4
Luxembourg	-1,8	-7,2	7,1	27,9
Pays-Bas	3,4	13,7	5,2	20,2
Autres pays de l'Union européenne	7,3	29,6	8,3	32,4
dont : Pologne	0,4	1,4	0,1	0,4
République tchèque	0,4	1,8	0,4	1,7
Roumanie	0,2	1,0	-0,2	-0,6
Royaume-Uni	4,4	17,9	8,6	33,7
Suède	0,4	1,7	-1,2	-4,7
Autres pays industrialisés	4,7	19,2	-0,6	-2,2
dont : États-Unis	0,3	1,2	-0,7	-2,6
Japon	0,5	2,2	-0,3	-1,0
Suisse	1,6	6,5	-0,2	-0,9
Reste du monde	4,4	18,1	3,3	13,1
dont : Brésil	-0,2	-0,7	0,0	-0,1
Chine	0,1	0,3	0,0	0,1
Inde	0,0	0,2	0,0	0,1
Total	24,5	100,0	25,6	100,0

Note : le signe moins indique un désinvestissement.
Source : Banque de France.

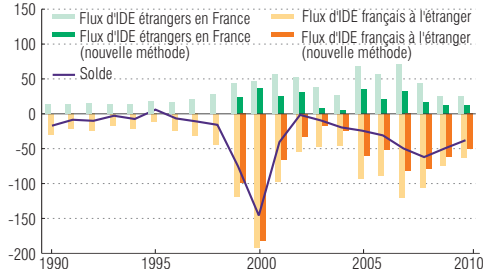
Stocks des investissements directs français à l'étranger et étrangers en France

	2007 (r)	2008 (r)	2009
Investissements français à l'étranger¹			
Stocks ² (en milliards d'euros)	598,2	658,6	700,0
Investisseurs directs résidents ³	1 151	1 336	1 374
Entreprises non résidentes investies ⁴	4 529	5 152	5 307
Investissements étrangers en France¹			
Stocks ² (en milliards d'euros)	386,2	395,3	394,2
Investisseurs directs non résidents	12 540	13 218	13 340
Sociétés résidentes investies	12 377	13 109	13 205

- Au 31 décembre.
 - Capitaux propres en valeur comptable (y compris investissements immobiliers).
 - Investisseurs résidents dont le montant des immobilisations financières au bilan est supérieur à 10 millions d'euros.
 - Entreprises étrangères investies dont le montant des capitaux propres détenus par des investisseurs résidents est supérieur à 5 millions d'euros.
- Source : Banque de France.

Flux d'investissements directs entre la France et l'étranger

en milliards d'euros



Flux d'investissements directs français à l'étranger selon le pays de première contrepartie

en milliards d'euros

	2009 (r)		2010	
	Flux	en %	Flux	en %
Union européenne à 27	58,8	79,3	44,4	69,9
Union économique et monétaire à 16	38,9	52,5	33,9	53,4
dont : Allemagne	2,5	3,3	3,5	5,5
Belgique	16,4	22,1	12,4	19,5
Espagne	1,9	2,6	0,7	1,1
Irlande	0,2	0,2	3,5	5,6
Italie	1,9	2,6	2,3	3,6
Luxembourg	11,2	15,1	-2,7	-4,2
Pays-Bas	2,0	2,7	12,8	20,2
Autres pays de l'Union européenne	19,9	26,8	10,5	16,5
dont : Pologne	1,5	2,0	2,6	4,0
République tchèque	1,0	1,4	0,6	0,9
Roumanie	0,4	0,5	0,3	0,5
Royaume-Uni	15,8	21,3	9,1	14,3
Suède	1,4	1,9	-2,4	-3,8
Autres pays industrialisés	1,0	1,3	8,2	12,9
dont : États-Unis	-0,7	-1,0	-0,6	-0,9
Japon	1,0	1,4	0,6	1,0
Suisse	-0,2	-0,3	8,9	14,0
Reste du monde	14,3	19,4	10,9	17,2
dont : Brésil	4,6	6,1	3,2	5,0
Chine	1,3	1,8	1,5	2,3
Inde	0,5	0,6	0,4	0,6
Total	74,1	100,0	63,5	100,0

Note : le signe moins indique un désinvestissement.
Source : Banque de France.

Flux d'investissements directs des pays de l'Union européenne en 2010

en milliards d'euros

	Flux sortants à destination de		Flux entrants en provenance de	
	IUE à 27	Hors UE à 27	IUE à 27	Hors UE à 27
Allemagne	50,5	28,7	20,4	14,5
Autriche	2,9	5,3	5,7	-0,7
Belgique	-12,5	35,9	42,2	-2,4
Bulgarie	0,1	0,1	1,4	0,2
Chypre	0,9	2,3	1,3	2,4
Danemark	2,7	-0,3	-2,2	1,9
Espagne	8,9	7,9	10,3	5,6
Estonie	0,3	0,0	1,2	0,0
Finlande	2,0	1,2	-0,2	-0,1
France	59,5	22,7	26,9	8,0
Grèce	0,6	0,3	1,6	0,1
Hongrie	0,1	0,5	0,8	0,4
Irlande	4,8	7,4	-1,0	21,5
Italie	11,4	6,0	3,6	2,5
Lettonie	0,0	0,0	0,1	0,1
Lituanie	0,1	0,0	0,4	0,1
Luxembourg	60,0	38,3	67,3	47,6
Malte	0,1	0,0	0,3	0,5
Pays-Bas	10,5	13,5	-6,9	-5,3
Pologne	3,0	0,6	6,0	1,3
Portugal	-5,8	-0,7	0,0	1,1
Rép. tchèque	1,2	0,1	4,9	0,2
Roumanie	0,1	0,0	2,9	-0,3
Royaume-Uni	6,5	12,5	3,0	28,5
Slovaquie	0,2	0,1	0,5	-0,2
Slovénie	-0,1	0,2	0,4	0,2
Suède	6,6	16,2	9,4	-5,5
UE à 27	183,6	106,7	145,6	54,2

Note : le signe moins indique un désinvestissement.
Source : Eurostat.